

SEARCH FOR COMMON BURUNDI STRATEGIE DE 2008-2011

I. CONTEXTE

Depuis une quarantaine d'années, des crises cycliques se sont succédées au Burundi. Cela a occasionné d'innombrables pertes en vie humaines, d'importants déplacements de population à l'intérieur comme à l'extérieur du pays notamment suite à la crise de 1993 et en 1972 où près 218.000 burundais se sont réfugiés en Tanzanie.¹ Le Haut Commissaire Pour les Réfugiés prévoit le rapatriement de 90 000 personnes d'ici fin 2008² ce qui promet d'engendrer de nombreux problèmes et conflits fonciers.

Heureusement les négociations d'Arusha auxquelles ont participé toutes les parties prenantes au conflit burundais ont permis au Burundi de lancer en l'an 2000 un processus de paix qui a été concrétisé en 2005 par des élections nationales, régionales et locales d'où sont issues les institutions représentatives de la population.

Les élections ont créé de nombreuses attentes au sein de la population et les institutions nouvellement élues, se heurtent à un grand nombre de défis dont notamment :

- La réconciliation effective des différentes composantes de la population burundaise pour une paix consolidée
- Le rapatriement des réfugiés, des déplacés, des démobilisés et des ex-combattants et leur réinsertion dans leurs communautés d'origine
- La mise en place d'une culture de bonne gouvernance à tous les niveaux du gouvernement
- La nécessité d'un développement durable pour faire face à une situation de pauvreté très aigue.

En Septembre 2006, le Gouvernement du Burundi a présenté un Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), qui a ensuite servi de cadre de référence lors de la Table Ronde organisée début 2007 entre le Gouvernement et les bailleurs de fonds. Cependant, ce cadre stratégique n'a pas encore été disséminé au sein de la population et n'est pas jusqu'à présent utilisé effectivement comme un cadre effectif de développement à travers tout le pays.

En ce qui concerne la réconciliation, le processus reste confus. La Commission « Vérité et Réconciliation » n'est pas encore mise en place ; la réintégration de ces différents groupes (déplacés, rapatriés, les démobilisés et autres) restent problématiques alors qu'un très grand nombre d'armes sont encore en circulation; les conflits fonciers ; les viols et un rapatriement massif non préparé alors que la Tanzanie a décidé de fermer les zones d'installation des réfugiés burundais.³

Les échéances électorales⁴ ont été fixées pour 2010, alors que le calendrier électoral n'est pas encore fixé, l'organe indépendant permanent chargé de la préparation des élections n'est pas encore mis en place, le processus de négociation entre le FNL et le gouvernement se poursuit, le processus de désarmement n'est pas systématique pendant que la démobilisation accuse beaucoup de problèmes.

¹ <http://www.reliefweb.int/rwb.nsf>

² Selon une information donnée par le HCR

³ Idem : information du 21 février 08

⁴ Voir la Constitution: les institutions actuelles ont un mandat de 5 ans

C'est dans ce contexte incertain que Search for Common a élaboré sa stratégie pour les prochaines années, s'inscrivant dans le Cadre CSLP et la mission globale du Gouvernement du Burundi afin d'accompagner le Burundi dans son processus de transformation vers une société juste, équitable et réconciliée.

II. STRATEGIE 2008 - 2011

Par une participation active des partenaires, du personnel de SFCG tant national qu'international, une vision de SFCG Burundi a été définie :

En 2015, le Burundi est une société juste et équitable basée sur la participation inclusive, effective, et responsable aux mécanismes de gestion et de prise de décision.

Groupe cible:

- Les élus locaux
- Les leaders des associations
- Les rapatriés
- Les déplacés
- Les résidents
- Les démobilisés et ex combattants
- Les décideurs politiques
- Les représentants des Batwas
- Les femmes
- Les jeunes

En vue de pouvoir répondre aux besoins contextuels, trois axes thématiques ont été définis comme prioritaires au cours de cette période 2008-2011 : **La réinsertion, la gouvernance et la justice transitionnelle.**

III. LES APPROCHES DE SFCG

1° L'APPROCHE RÉGIONALE

Le programme de SFCG au Burundi s'inscrit dans une stratégie régionale. En effet, en février 2007, SFCG a organisé une planification stratégique régionale afin de promouvoir une meilleure coopération et une plus grande efficacité de ses programmes dans les Grands Lacs et en Angola. SFCG a ainsi identifié quatre facteurs qui ont attisé les conflits au sein et entre ces pays :

- La gestion des ressources ;
- Les déplacements et la sécurité humaine ;
- L'accès à l'information à et la liberté d'expression ; et
- L'identité.

C'est en accordance avec ce contexte et la mission de SFCG que chaque programme national fixe ses propres buts, objectifs et priorités. Une stratégie régionale permet de bâtir des liens plus forts entre les programmes, fournissant des opportunités de collaboration transfrontalière, de partage des idées, des leçons apprises et l'utilisation efficace des ressources régionales.

« Les conflits dans la région (des Grands Lacs) ont un caractère double: même si la plupart des conflits ont un ancrage distinct local et/ou national, ils sont à la fois avivés par ou avivent les conflits régionaux. Une approche régionale est nécessaire pour l'analyse et la gestion des conflits.. »

- " Une Analyse Stratégique de Conflit pour la région des Grands Lacs:" Agence Suédoise de Développement International. Mars 2004.
http://www.sida.se/?d=118&a=3140&language=en_US

2° L'APPROCHE « GENRE »

L'inclusion des femmes et des perspectives liées au genre est essentielle pour tout programme surtout au Burundi où les femmes représentent 52% de la population. L'objectif de transformer la manière dont le monde gère les conflits que s'est assignée SFCG ne peut pas se réaliser sans une implication effective de la femme Burundaise. En effet, hormis qu'elles doivent jouer le même que les hommes dans le processus de la consolidation de la paix, les conséquences des conflits et des violences ne sont pas les mêmes pour les femmes, et pour les hommes. Elles doivent alors influencer l'homme décideur pour que les intérêts des femmes soient pris en compte.

3° L' APPROCHE « JEUNESSE »

La gestion des conflits et la réduction des violences ne peuvent pas se réaliser sans une implication réelle des jeunes. En effet, ces derniers ont été victimes des manipulations des hommes politiques et ont ainsi beaucoup contribué la destruction de ce pays.



SFCG's Studio Ijambo en partenariat avec la Radio Isanganiro produit une émission journalière des jeunes de lundi à vendredi ; cela constitue une opportunité offerte aux jeunes pour s'exprimer sur les sujets qui les préoccupent et les décisions qui les intéressent.

La réussite du processus de paix dépendra en partie de l'inclusion et la participation active de la jeunesse. Les jeunes doivent désormais conjuguer leurs efforts ensemble avec les autres citoyens pour que cette fois-ci leur énergie, leurs talents et leurs expériences soient utilisés de manière constructive dans le processus de réconciliation, de reconstruction et de développement.

4° L'APPROCHE PARTENARIAT – INSTITUTIONNALISATION – TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Celle-ci est une part importante de la stratégie de transition de SFCG au Burundi et a déjà connu certains succès. La part budgétaire réservée aux partenaires locaux d'exécution des projets est de fait de plus en plus importante.

De même le Studio Ijambo, au départ studio de production radiophonique, se transforme progressivement en un centre de formation régional, organisant des formations et accueillant des stagiaires de façon à mettre en œuvre un transfert de compétences au niveau local.

L'objectif de cette approche est de pérenniser la mission, la vision et les techniques de SFCG et d'en augmenter l'impact.

IV. LES OUTILS UTILISÉS

Les outils utilisés sont complémentaires et diversifiés :

- Les outils médiatiques : spots, sketches, émissions, feuilleton et panel, le concours, les clubs d'écoute
- Les outils communautaires : les formations, les tables rondes et échanges, le théâtre participatif, les événements de solidarité, les journées culturelles, les concerts et les projets communautaires
- Le suivi et évaluation.